

UN MONDE IMPRÉVISIBLE

PAR

JEAN-PIERRE COLIN (*)

Amorcée par la contribution de Gilles Andréani en 2007, l'habitude a été prise de consacrer le premier article de cet *Annuaire* à un bilan de l'année qui s'achève au moment où son édition commence. C'est un exercice d'autant plus risqué qu'il est devenu de coutume d'attendre le 1^{er} janvier pour prendre la plume et que, de la sorte, l'auteur n'a devant lui que quelques jours pour achever son *pensum*, dont l'esprit a été défini par Serge Sur en 2008 : « *Il n'est pas question de procéder à une description systématique des divers événements qui ont marqué l'année écoulée. La chronologie de l'Annuaire permet de les recenser, de suivre leur développement et de les replacer dans leur contexte... Le propos est davantage de mettre l'accent sur les quelques points qui semblent significatifs, en les situant dans le cadre plus large qui a été chemin faisant défini à grands traits : celui d'avant 1914, celui d'après 1945, celui d'après le 11 septembre 2001, celui des perspectives que dessinent les visions différentes de l'avenir des relations internationales* ».

Cette année, attendre les derniers coups de minuit pour entreprendre un essai de la dernière heure était d'autant plus indispensable qu'ils donnaient une réponse à la crise américaine : c'était l'expiration du délai dans lequel un compromis devait absolument être trouvé entre Démocrates et Républicains, sur la double question des impôts et des dépenses publiques, pour éviter que l'économie américaine ne s'échoue sur une falaise fiscale dressée par un calendrier préalablement défini. Une réponse, même provisoire, fut donnée dans le temps imparti et l'Amérique d'Obama a paru pour ce qu'elle est : non pas le pays décadent décrit à loisir par les pessimistes de toujours, mais une nation en mesure de relever les défis devant lesquels elle se trouve.

C'est toute cette Amérique que la réélection d'Obama force de considérer : loin d'être sur le déclin, elle rebondit encore et sur tous les plans. Retrouvant grâce aux technologies nouvelles ses ressources en énergie, susceptible de devenir exportatrice de gaz liquéfié dans les années qui viennent, elle a consacré à sa défense ces dernières années un pourcentage inédit de son PIB et retrouvé un esprit d'initiative sans lequel aucun pays n'est en mesure de se défendre vraiment. Les drones américains constituent ainsi une menace

(*) Professeur des Universités en Science politique.

pour tous ceux qui mettent en cause sur le terrain la maîtrise américaine des lieux. C'est ainsi vainement que les adversaires des Etats-Unis décrivent tour à tour un pays en déclin et un adversaire sans principe, la loi du plus fort continue à s'imposer, heureusement au bénéfice d'un Etat incarnant un idéal de liberté.

On saisit d'autant mieux les paradoxes de la présidence actuelle : Obama n'est certes pas le Président du monde, le poids des Etats-Unis dans le commerce international diminue tendanciellement au fur et à mesure que la Chine, l'Inde, les pays émergents montent logiquement en puissance, selon ce que les Américains avaient prévu de longue date, mais Obama est le Président des Etats-Unis, au risque d'avoir déçu certains de ceux qui avaient applaudi à son élection en 2008. Les réalités d'une scène internationale contrastée s'imposent à lui, relayées par les enjeux de politique intérieure qui l'emportent toujours en définitive. Arbitre entre des forces antagonistes, arbitre il reste, même si son second et dernier mandat consécutif devrait lui laisser une marge d'initiative plus importante.

Il ne faut pas pour autant sous-estimer les enjeux de l'élection présidentielle de 2012, qui marquera probablement une étape essentielle dans la vie de « l'Etat universel ». Obama est incontestablement l'élu des minorités qui, peu à peu, l'emportent non seulement sur les WASP (*White Anglo Saxon Protestants*), ce qui est le cas depuis longtemps, mais les « Blancs », selon une classification à laquelle nous ne sommes pas habitués en Europe, ces « *white people* », selon une habitude de langage empruntée au régime de l'apartheid dont les sinistres pancartes étaient omniprésentes, « *White People Only* », et qui ne faisaient que prolonger le système autrefois en vigueur dans les Etats du sud des Etats-Unis, ces *white people*, n'englobant pas les hispanistes, cesseront d'être majoritaires aux Etats-Unis, selon les statistiques actuelles, en 2043, soit vingt-sept ans après la fin du second mandat du président Obama. Son élection, marquée par l'agitation de groupes extrémistes qui ont compromis les chances, non négligeables, du candidat républicain, pourrait ainsi être l'amorce d'une nouvelle Amérique, toujours rivée à ses intérêts les plus concrets, mais de nouveau ouverte sur le monde extérieur.

Obama, dont le charme discret restera dans l'histoire, n'échappe évidemment pas aux pesanteurs de la vie politique américaine qui, dans un système infiniment complexe, semblent épuiser à chaque instant un ordre du jour infernal. Pour ceux qui savent lire les signes du destin, son regard est cependant la promesse d'un autre avenir : même ses échecs, comme l'impossibilité dans laquelle il s'est trouvé jusqu'à présent de fermer la prison de Guantanamo, ne semblent pas remettre en cause les horizons qu'il a dessinés pour la démocratie la plus ancienne à ce jour.

Dans un monde aussi divisé que le nôtre, l'existence d'un Etat en mesure de prendre des initiatives qui auront permis souvent de sauver la paix est une assurance essentielle contre le malheur. Elle n'est pas gratuite, puisque aujourd'hui l'effort militaire américain représente près de la moitié des

budgets d'armement consentis à travers le monde. De ce point de vue et en dépit de l'extrême prudence dont tout Président américain doit faire preuve dans l'exercice d'un leadership mondial, il peut sembler raisonnable d'attendre des changements positifs dans telle ou telle région, mais pas forcément là où le bât blesse le plus, notamment au Moyen-Orient. Dans son analyse des forces en présence, le président Obama ne peut ignorer le soutien inconditionnel du Congrès à une politique israélienne qui, pourtant, d'un aveu largement répandu, y compris sur place, conduit à une lente destruction de l'édifice sioniste. C'est la mesure de l'influence limitée d'un président dans un régime politique fondé sur l'équilibre des forces.

Autre question importante où son influence rencontrera d'étroites limites : l'avenir de la planète bleue. Non seulement les enjeux scientifiques liés au réchauffement du climat restent incertains, l'attitude des uns et des autres contradictoire, mais les contraintes de politique intérieure resteront les plus fortes. Pour autant, le pouvoir américain ne se laissera pas paralyser par ce qui n'est peut-être qu'une grande illusion.

LA GRANDE ILLUSION

L'année écoulée n'a vu aucun progrès dans la défense de l'environnement, alors qu'en Occident le thème reste politiquement très porteur. Elle a, il est vrai, fait voler en éclats certains mythes fondateurs, les prophètes de malheur étant réduits au silence.

Il en est allé ainsi du fameux pic de production des hydrocarbures, dont beaucoup estimaient qu'on l'avait déjà dépassé sans s'en rendre compte. C'était compter sans de nouvelles découvertes et aussi de nouvelles technologies, les schistes bitumineux représentant, par exemple, une nouvelle source d'énergie considérable. Certes, leur exploitation soulève encore des problèmes, mais certains pays, à commencer par les Etats-Unis, ont commencé à la mettre en œuvre.

Ces questions énergétiques ne peuvent être convenablement traitées que de façon globale. Une première question se règle sous nos yeux. Les Occidentaux ont longtemps cru que le développement du reste du monde ne pourrait pas emprunter les mêmes voies que les leurs, faute de ressources disponibles. L'évolution de la Chine est à cet égard très significative. La voiture individuelle est commode sous tous les cieux, elle supplée souvent à des transports collectifs insuffisants, elle fait partout l'objet d'une publicité proche de la propagande et la classe moyenne chinoise, en pleine expansion, s'est engouffrée dans ce mode de vie initiée au début du XX^e siècle en Amérique. En une génération, la Chine s'est dotée d'un système cohérent d'autoroutes et sept boulevards périphériques ceinturent l'agglomération de Pékin. La pollution est parfois extrême, la lutte contre ce phénomène est d'ailleurs devenue une priorité et une nouvelle source d'activité.

L'abandon de l'énergie nucléaire ne peut faire l'objet d'une décision sentimentale. Elle doit être mise en perspective avec d'autres risques pour la planète. Si, comme on commence à s'en apercevoir, cet abandon entraîne un recours de nouveau massif au charbon, faut-il se faire une raison et admettre un bond en avant sans précédent des émissions de CO² ? En réalité, le monde d'aujourd'hui a besoin de plus de science, que ce soit pour limiter les conséquences négatives sur l'environnement de l'activité humaine ou pour traiter les déchets de l'industrie nucléaire. Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas donner la priorité à de nouvelles sources d'énergie, notamment l'énergie solaire, mais tout doit nécessairement s'inscrire dans le temps. Il peut sembler probable que l'énergie nucléaire aura été une phase transitoire dans le développement industriel et on peut aussi estimer que le solaire, dont les utilisations actuelles restent technologiquement peu évoluées et qui connaîtra un essor exponentiel, deviendra la source essentielle d'énergie dans l'avenir, mais rien ne peut se résoudre par miracle.

La sagesse impose ses calendriers d'autant plus que l'échelle des décisions reste nationale. Ainsi, même en Europe, c'est à cet échelon que sont prises des décisions aussi lourdes de conséquences que, par exemple, l'abandon du nucléaire en Allemagne en 2012, la France s'étant montrée beaucoup plus prudente. Les ennemis de cette forme d'énergie n'en rejettent pas moins les efforts technologiques pour améliorer et rendre moins dangereuse l'exploitation des centrales, comme on peut le voir avec les luttes engagées contre les projets français de construction des EPR (réacteurs à eau pressurisée), aussi bien sur le territoire national qu'à l'étranger. Relevons au passage que, si on suivait les écologistes, que leurs ambitions gouvernementales ont tout de même conduit à mettre beaucoup d'eau dans leur vin au cours de l'année écoulée, c'est une chance extraordinaire pour la France qui disparaîtrait, à l'heure où la Chine a décidé de poursuivre son équipement nucléaire.

Il convient d'agir dans le réel et de ne pas faire semblant de croire qu'il existe une Europe fédérale, encore moins un gouvernement mondial. Les Sommets de la terre ne sont que des cérémonies sacrificielles qui n'ont aucune chance de changer quoi que ce soit sur le terrain. De ce point de vue, le réchauffement climatique constitue un bon exemple des illusions nourries dans de nombreux milieux. Qu'il soit une réalité ne fait plus de doute, même si ses conséquences sont loin de faire l'objet d'un accord général. Selon les expertises actuelles, le niveau moyen de la mer augmenterait ainsi de 60 à 80 cm à l'échéance du siècle, ce qui serait encore supportable, même pour les Vénitiens. Surtout, on raisonne souvent, y compris certains scientifiques, comme si on avait toutes les données en main, ce qui naturellement est loin d'être le cas. Le climat est un phénomène d'une extrême complexité et, dans la mesure où on cherche à le prévoir sur la longue durée, les estimations deviennent hasardeuses, comme celles qui tablent par exemple sur une nouvelle ère glaciaire dans les 10 000 ans qui viennent. Ce ne sont probablement que des projections inspirées par

une meilleure connaissance du passé et que les très longues échéances rendent un peu inutiles.

Ce qui est sûr, c'est que le premier facteur de détérioration de l'environnement terrestre est systématiquement passé sous silence, comme si on avait peur de tomber dans le politiquement très incorrect. Il s'agit bien sûr de l'insoutenable progression démographique, qui se poursuit inexorablement dans l'indifférence générale. Moi qui suis né en 1937, la plus creuse des années démographiques de la France – ce qu'on considérait alors comme le signe d'un déclin national –, je termine mes jours dans un monde quatre fois plus peuplé, passé d'un milliard huit cents millions d'habitants à plus de sept milliards et cela ne fait que commencer, puisqu'on prévoit neuf à dix milliards d'habitants en 2050.

Claude Lévi-Strauss, souvent nostalgique du monde passé, avait fixé l'optimum démographique de la planète à un milliard d'habitants. C'était sans doute calculer un peu juste, mais, fondamentalement, il est impossible aujourd'hui de lui donner tort. Certains pays, se sentant agressés par une évolution mortelle, ont commencé à réagir, l'Inde en premier lieu, avec une brutalité qui est allée jusqu'à la stérilisation forcée de certains sujets et qui n'a guère réussi, la Chine surtout, dont la politique foncièrement incitative a finalement réussi à stabiliser sa population en une génération, évitant la naissance de quatre cents millions de nouveaux habitants. On devrait étudier avec soin la mise en œuvre de ce processus car, à coup sûr, il concernera plus tard, peut-être sous une haute autorité internationale, l'ensemble du monde. Certes, on mise sur une stabilisation naturelle qui, comme ce fut le cas en Occident, se produirait lorsque l'augmentation de l'espérance de vie serait compensée par un effondrement des naissances au bout d'un certain temps et qui se produirait ainsi dans les générations qui viennent. Non seulement rien ne le prouve, mais les conditions concrètes telles qu'elles existent dans de nombreux pays ne vont pas dans ce sens.

En Afrique, par exemple, le continent actuellement le plus exposé à l'explosion démographique, faire « autant d'enfants que Dieu nous en donne » reste le comportement de loin le plus répandu, ce qui permet de souligner la dimension morale du phénomène. A cet égard, les grandes religions restent aveugles devant les risques encourus. L'Eglise romaine n'a ainsi de cesse que de dénoncer les différents moyens de contrôler les naissances et, même si elle prône désormais de privilégier une famille « raisonnable », elle n'a pas renoncé à encourager les familles nombreuses. Jean-Paul II, par exemple, condamnait non seulement l'enfant unique, mais aussi les familles de deux enfants, « deux enfants uniques » avait-il coutume de dire, et c'est seulement à partir de trois enfants qu'on commençait à se rapprocher de l'idéal chrétien. Comment, de toute façon, ne pas se souvenir de la joie avec laquelle il saluait Lech Walesa lorsqu'il le rencontrait, flanqué de sept ou huit enfants, rassemblés autour de lui en rang d'oignons. La question vient sur les lèvres : et si tout le monde en faisait autant ?

Les questions démographiques sont redoutables. L'évolution est toujours relativement lente et il est difficile de rectifier le tir avant longtemps. Je me refuse, pour ma part, de discuter de l'avenir de la terre avec quelqu'un qui ferme les yeux devant un avenir aussi difficile et qui rejette toute idée de restriction des naissances.

LA NOUVELLE FRACTURE DE L'EUROPE

Une génération après la chute du Rideau de fer, de nouvelles lignes de force se dessinent qui, pour ne pas être aussi contraignantes, n'en soulèvent pas moins beaucoup d'inquiétude. A cet égard, l'année écoulée aura vu se préciser les distances prises par la Grande-Bretagne vis-à-vis du processus de la construction européenne.

La création d'une monnaie unique, alors considérée comme peu viable par une majorité d'économistes américains, a procédé moins d'une analyse technique que des réalités géopolitiques du continent. On se souvient de l'appréhension de François Mitterrand et de la plupart des hommes de sa génération devant le phénomène absolument inattendu de la réunification allemande et des discussions qui s'engagèrent alors avec Helmut Kohl. L'année précédente, au cours d'une réunion franco-allemande à Evian, le 2 juin 1988, François Mitterrand avait proposé la création d'une monnaie unique, mais Helmut Kohl s'était montré réticent. S'il fit en définitive le sacrifice du mark, c'est pour permettre à une évolution largement inscrite dans l'histoire et dans la conscience allemande d'atteindre son terme, l'unité nationale tant désirée depuis 1945.

Toutefois, les conditions apportées à la création de l'euro ne devaient pas entamer la stabilité monétaire grâce à laquelle s'était accompli à partir de 1948 le « miracle allemand ». L'indépendance absolue de la Banque européenne devait prendre le relais de la Bundesbank et c'est bien ainsi que les choses se sont passées jusqu'à la crise récente. Cette dernière a fait éclater une contradiction restée jusque-là latente : certains pays, ayant en particulier laissé filer leur endettement public et privé, se sont retrouvés avec des taux d'emprunt très élevés sans pouvoir se servir de l'arme traditionnelle de la dévaluation ; ils étaient prisonniers de la zone euro et on a même parlé d'otages.

La Grande-Bretagne avait-elle pressenti ces difficultés ? En tout cas elle était restée à l'écart de la zone euro, fidèle à une livre sterling que l'opinion britannique aurait eu autant de mal à abandonner que les Allemands, le mark. Durant longtemps, la zone euro, forte de ses 17 Etats, s'est accommodée d'une situation considérée comme provisoire, les 10 autres Etats membres étant appelés à rejoindre leurs partenaires un jour plus ou moins proche. C'est ce qui n'est plus du tout assuré, même si certains Etats, telle la Pologne, hésitent encore. On pourrait ainsi s'acheminer vers une Europe à deux vitesses, les 17 d'un côté, les 27 de l'autre, qui auraient d'ailleurs vocation à s'accroître avec l'adhésion future des Etats nés du

démembrement de la Yougoslavie, la Croatie dès 2013, de l'Albanie, de la Turquie et, pourquoi pas un jour, puisqu'il ne s'agirait que d'une zone de libre-échange, de la Russie et, donc, de l'Ukraine, de la Biélorussie, de la Moldavie, de la Géorgie, de l'Arménie *and so on*.

Dans l'immédiat, le gouvernement britannique, divisé sur la question mais harcelé par une opinion majoritairement europhobe, n'écarte pas l'idée d'un référendum sur la participation du Royaume-Uni à l'Europe, mais qui ne serait pas organisé avant 2017 pour ménager la coalition actuellement au pouvoir. Il ne fait guère de doute que le pays continuera à participer à l'Union européenne, mais qu'il restera à l'écart de la zone euro – et probablement de la zone spéciale créée par les Accords de Schengen, qui ne concernent qu'une partie des Etats membres mais s'étend à la Norvège, à l'Islande, à la Suisse et au Liechtenstein.

On retrouve dans ces architectures compliquées l'image des premières années de l'intégration européenne, où le Marché commun se distinguait d'une zone de libre-échange. Pour autant, sur le long terme, cette nouvelle fracture pourrait avoir des conséquences politiques renouant avec les vieilles conceptions diplomatiques d'un équilibre européen. Si l'approfondissement de l'intégration se poursuivait au sein du premier cercle, le décalage entre les deux ensembles se concrétiserait assez rapidement et la « petite Europe », comme on disait jadis, deviendrait sans doute une zone d'influence germanique. Ce n'est pas un problème en soi, l'Allemagne nouvelle, démocratique et dynamique, a tous les titres pour exercer un leadership régional. C'est peut-être, en revanche, un problème pour la France, dont les responsabilités à l'échelle mondiale et l'imaginaire national s'accommoderont difficilement d'un rôle de brillant second.

D'autres perspectives peuvent se présenter, si le courage politique est au rendez-vous de part et d'autre du Channel. A partir de 1999, le Royaume-Uni et la France ont tenté de développer une relation spéciale dans le domaine de la défense, mais les résultats n'ont pas été à la hauteur des promesses. C'est dans cette relation, du fait même des contraintes que s'est imposée l'Allemagne dans ce domaine et des limites que de toute façon une opinion publique très pacifiste lui apporte, que la France devrait chercher à rester une grande puissance, ce que souhaitent aujourd'hui nombre d'Etats nés du processus de décolonisation. La construction, presque impossible à l'échelle de chaque Etat, de porte-avions nucléaires franco-britanniques constituerait un puissant symbole, en même temps qu'elle donnerait aux deux pays des moyens d'intervention dont l'actualité ne cesse de montrer l'impérieuse nécessité.

L'Europe restera toujours un cas de figure original, aussi éloigné d'un fédéralisme à l'américaine que d'autres formes de coopération transétatiques à travers le monde. Cela tient à une histoire qui, après avoir failli faire son malheur, a fini par faire sa richesse. Aller de Paris à Londres en deux heures de train est, à certains égards, jouir d'un des plus grands contrastes de notre époque. Un continent aussi complexe, marqué par une si grande

diversité linguistique, ne pourra jamais se ramener à des équations simples. Ses institutions actuelles, encore embryonnaires, le montrent amplement. Seule une volonté politique déterminée permettra d'avancer dans un monde difficile et, puisque le Royaume-Uni et la France sont actuellement les seuls pays de l'Union à avoir maintenu leurs crédits militaires à une hauteur décente, on ne peut que souhaiter qu'ils persévèrent dans cette voie, en dépit des contraintes budgétaires. Les expériences récentes d'intervention devraient aider les gouvernants à en convaincre l'opinion.

LE RETOUR AMBIGU DU NATIONALISME

C'est le fait le plus étonnant de ces dernières années, singulièrement de 2012. Le nationalisme se manifeste d'abord sous ses formes traditionnelles, souvent fort inquiétantes, et constitue au sein même de l'Union européenne un facteur de dissolution non négligeable. Cela fait un certain nombre d'années que des idéologies de type fasciste s'observent le long d'une sorte d'arc alpin, souvent décrit et lié à des nostalgies passéistes. De la France à la Roumanie, en passant par l'Italie, l'Autriche ou la Hongrie, des forces politiques minoritaires se sont exprimées sur un mode identitaire très affirmé. Le phénomène n'est toutefois pas resté localisé et il a notamment gagné ces dernières années l'Europe du Nord, à la surprise générale, spécialement la Scandinavie et très récemment la Finlande.

L'évolution des Pays-Bas est symptomatique. Dans un pays ouvert à l'étranger, symbolique s'il en fut de la libéralisation des mœurs, où la liberté s'éprouvait encore physiquement il y a moins d'une génération, des idées d'extrême droite ont brusquement trouvé un terrain favorable. A la suite de différents attentats, une sorte d'alliance d'un nouveau genre s'est conclue entre certains milieux homosexuels, si répandus chez les Bataves, et les idées les plus rétrogrades. Le phénomène est annonciateur de grands changements en Europe, en France même, où des groupes homosexuels se forment jusqu'au sein du Front national, soudés par la haine des Arabes et, plus généralement, des immigrés, souvent partenaires peu crédibles, représentant de sociétés arriérées marquées par le rejet de toute forme de dissidence sexuelle. Un écrivain, non dénué de talent, est devenu l'icône de cette transformation de l'éthos homosexuel, Renaud Camus, dont l'œuvre, faute d'éditeurs, est accessible sur Internet.

Ces grands bouleversements, en mesure de remettre en cause bien des idées reçues, auront trouvé ces derniers temps un pays d'élection, la Hongrie. L'ancienne monarchie associée à l'Empire de Vienne dans la fameuse Cacanie chère à tout un siècle d'écrivains, n'a jamais complètement oublié sa grandeur. Devenue l'un des plus petits pays de l'Empire soviétique, blessée dans sa jeunesse contrainte à l'exil en 1956, elle ne s'est réveillée, avec un temps d'avance sur les autres « démocraties populaires », que pour ronger son frein dans une Europe nouvelle qui, d'un certain point de vue, ne faisait qu'entériner les blessures de 1919 et du Traité de Trianon.

Réduite à ses immenses plaines, notamment la Puszta et ses cavaliers fantômes, définitivement coupée des montagnes de la Transylvanie, la Hongrie n'avait plus qu'à méditer sur un espace privé de son charme traditionnel par l'irruption des tracteurs et des machines agricoles, qui renvoyaient ses magnifiques cavaliers à d'autres temps. Les difficultés économiques aidant, la nouvelle génération de dirigeants issus des changements de 1989 s'est ainsi laissée tenter par un retour à un passé qu'on avait naïvement cru révolu. Les Juifs ayant disparu lors des tout derniers temps du nazisme lorsque le régent Horthy consentit tardivement à leur extermination, la place d'un ennemi intérieur, si nécessaire à toute idéologie d'exclusion, a été prise par les Roms, aujourd'hui l'objet d'une réprobation générale que le régime de Budapest cherche à faire partager aux autres Etats de l'Union européenne.

Naturellement, les mécanismes et les garanties de celle-là jouent pleinement et, de mises en garde en sanctions, la noble Pannonie doit s'incliner régulièrement devant les injonctions d'un pouvoir sans visage. Il est d'autant moins toléré. A terme, il risque d'y avoir là un facteur de dissolution de l'idéal européen.

Les bouleversements qui menacent beaucoup plus à l'Ouest les Etats les plus anciens semblent s'inscrire dans une perspective totalement opposée. C'est un phénomène assez répandu, qui s'est considérablement renforcé cette dernière année et qui risque de menacer l'idéal européen du fameux oxymore de Jacques Delors, une alliance fédérale d'Etats-nations de l'Europe. Ces derniers, avec leur histoire compliquée et leur passé conflictuel, devront constituer le fondement même de l'Union. On ne sera un patriote européen qu'en étant d'abord un Anglais, un Français, un Allemand, un Italien, un Espagnol, fier de l'être. Tel est le pari historique sur lequel repose le mouvement de l'intégration européenne, à condition bien sûr qu'un nouvel esprit anime ces nationalités, ce qui a été globalement le cas depuis près de soixante-dix ans.

Le paradoxe veut cependant que si le nationalisme entend comme toujours exalter l'identité nationale à laquelle s'identifie un peuple, il peut aussi menacer dans son principe même et aller, au profit cette fois de micro-nationalismes, jusqu'à tenter de la détruire. Ces tendances sécessionnistes se sont exprimées il y a déjà longtemps en Italie, où certains partis politiques, spécialement la Ligue du Nord, plaident encore pour la destruction de la République, l'enjeu économique n'étant pas loin dès lors où leur propagande met en cause directement l'injustice qu'il y aurait à ponctionner toujours davantage les régions prospères du nord du pays au profit d'un véritable tonneau des Danaïdes, le Mezzogiorno toujours en proie à la corruption et à l'impossibilité de sortir de son sous-développement. Des considérations analogues se retrouvent dans la plupart des micro-nationalismes apparus ces dernières années en Europe.

En 2012, les choses ont pu donner l'impression de se précipiter, encore que dans une certaine confusion. La revendication de l'indépendance

catalane est probablement la plus forte, avec l'urgence d'un référendum que les dernières élections n'ont pas semblé écarter. Dans l'esprit de ses promoteurs, elle va de pair avec les éventuelles revendications de la Galice, de l'Andalousie, du Pays basque, bien entendu dans la perspective d'un démembrement de l'Espagne, dont la langue n'est plus à leurs yeux que le castillan.

D'autres mouvements sont en cours et un référendum semble déjà programmé en Ecosse, où la dévolution entreprise à l'origine par Tony Blair a d'ores et déjà permis la mise en place d'un gouvernement local investi de nombreuses compétences. On annonce d'ailleurs au même moment qu'il sera probablement un échec – comme ce fut le cas déjà à deux reprises au Québec. La crise belge se poursuivant inéluctablement depuis soixante ans, sans parler d'autres revendications, en Corse ou ailleurs, le sentiment peut prévaloir que, sous des formes politiques différentes, voire opposées, on est en présence d'une volonté identitaire ambiguë dans son principe et finalement peu compatible avec les exigences d'une citoyenneté moderne. Si les Italiens du Sud ne sont plus à leur place en Lombardie ou au Piémont, qu'en sera-t-il des Arabes, des Somaliens ou autres immigrés ?

On est à la recherche d'un fil directeur qui permettrait d'établir un lien entre des phénomènes opposés en apparence et séduisant ici les milieux de droite, là les milieux de gauche. La citoyenneté européenne, à peine esquissée mais déjà présente sur nos passeports, offre une solution par le haut à laquelle il faut se rattacher, sans pour autant perdre de vue les réalités culturelles et linguistiques. Débarrassées de tout esprit sécessionniste, on pourrait imaginer l'apparition de communautés culturelles, souvent transfrontalières, qui exerceraient certaines compétences dans l'ordre de la culture et de l'enseignement, un démembrement partiel de la souveraineté des Etats, mais qui serait sans influence sur l'exercice de la citoyenneté à la base, une distinction entre la nationalité et la citoyenneté que certains appellent de leurs vœux depuis longtemps. On pourrait enfin être d'origine marocaine, attaché à sa religion, vivre paisiblement en Corse en s'ouvrant aux traditions locales. Dans un monde en perpétuel mouvement et de plus en plus complexe, il y a là des solutions susceptibles de garantir une certaine paix sociale.

L'IMPASSE PROCHE-ORIENTALE

L'année écoulée a vu sombrer les derniers espoirs d'un règlement général du conflit israélo-palestinien. Les dirigeants actuels de l'Etat hébreu, toujours plus à droite du spectre politique local, ont tourné le dos aux espoirs que d'aucuns pouvaient encore nourrir. Ceux, par exemple, qui avaient cru que la construction d'un mur de sécurité, même si elle empiétait sur le territoire à venir d'un futur Etat palestinien, avait au moins l'avantage de tracer une frontière sur le terrain auront été déçus. La barrière est purement sécuritaire et la colonisation s'est poursuivie en Cisjordanie sans coup férir.

Il y a ici une réalité qu'il faut chercher à identifier sans aucun tabou et c'est sans doute d'abord une question de mentalité. Le général Rabin, qui avait durement combattu les Arabes, avait pu apprécier le courage de ses adversaires et l'estime dans laquelle il les tenait était à l'origine même de sa démarche retentissante. Il n'en est rien avec les dirigeants actuels, à commencer par le premier ministre Benjamin Netanyahu, dont plusieurs de ses collaborateurs donnent un tableau peu reluisant.

J'ai un témoignage personnel sur le personnage. Amara Essy, ancien ministre des Affaires étrangères de la Côte d'Ivoire à l'époque d'Houphouët Boigny, ayant présidé à deux reprises l'Assemblée générale des Nations Unies, était devenu, au fil de ses séjours à Manhattan, un familier de Netanyahu, qu'il avait jugé plutôt sympathique. Sauf, me dit souvent Amara, devenu un ami personnel, lorsqu'on lui parle « des Arabes ». En fait, il n'a sur la question que le point de vue qui aura été durant si longtemps celui des Pieds noirs, notamment en Algérie, et qu'on voit s'exprimer dans toute une littérature, de Jules Roy à Yasmina Khadra. S'enfermer dans ce type de relation avec ceux qui vivent encore autour de vous en dit long sur l'avenir et tout semble indiquer que la jeunesse israélienne, habituée à exercer des « compétences coloniales » à l'endroit des Palestiniens lors de son service militaire, s'est largement ralliée à cette mentalité.

Devant cette impasse, on peut tenter d'imaginer quel est pour les dirigeants actuels d'Israël l'avenir du pays. Ils entendent bien éviter à tout prix la création d'un Etat palestinien, ne tenant pas à rester dans l'histoire comme ceux qui auront brisé le rêve ancien des sionistes de droite, Jabotinsky en tête, dont le père de Netanyahu, mort en 2012 à 102 ans, fut un proche collaborateur, le rêve d'Eretz Israël. La colonisation se poursuivra donc en Cisjordanie, où on peut tout au plus donner aux Palestiniens, dans les zones qui finalement leur reviendraient, une certaine autonomie, en liaison ou non avec le Royaume de Jordanie, en les écartant définitivement de toute citoyenneté israélienne. Des proches de Netanyahu, l'ancien ministre des Affaires étrangères par exemple, démissionnaire en raison des accusations de corruption qui pèsent sur lui, Avigdor Lieberman, ont même proposé de retirer leur nationalité aux Arabes israéliens.

A Gaza, où les Israéliens ne se réinstalleront jamais, une sorte de territoire sous tutelle pourrait être créé, bénéficiant du fait de sa situation privilégiée le long de la mer, du fait du niveau élevé d'éducation de sa population, d'une grande prospérité économique, éventuellement liée à des investissements du Golfe qui ont commencé, et qui profiterait au passage aux Israéliens eux-mêmes. Tel est le tableau que, selon toute vraisemblance, les dirigeants actuels de Jérusalem se font d'un futur relativement proche.

Qu'ainsi défini leur pays n'ait guère de chance, si j'ose dire, de convaincre l'avenir ne semble pas les empêcher de mener leurs petites affaires. De toute façon, ils misent sur une éternelle garantie américaine, se considérant, en dehors de tout sionisme religieux qui s'y opposerait, comme le 51^e Etat

de la Fédération américaine, le 52^e peut-être si l'incorporation de Porto Rico, approuvée en 2012 par 61 % des électeurs de l'île, devenait effective. Observons néanmoins que sur l'éventualité d'une attaque préventive contre l'Iran, Obama a réussi à imposer son point de vue à Netanyahu, embarrassé, il est vrai, par les réserves de son propre état-major.

Avec la Syrie, l'Etat d'Israël reste d'une extrême prudence. N'ignorant rien de la véritable nature de l'effroyable régime politique fondé par la famille Assad, il a toujours considéré que Damas serait nécessairement un partenaire pour la paix. Même l'annexion du plateau du Golan, qui n'a fait l'objet d'aucune reconnaissance internationale, n'a jamais semblé définitive, sauf aux yeux des Israéliens qui se sont installés sur place, pistolet mitrailleur à la ceinture, dans une ambiance de western où les Indiens sont ceux que vous croyez. On rapporte que, lors de sa première entrevue secrète avec le Roi du Maroc, Shimon Pérès fut accueilli par une question : « – *Considérez-vous le Golan comme un territoire syrien ou israélien ?* – *Syrien votre majesté*, répondit le futur Président d'Israël. – *Alors nous pouvons discuter* », dit Hassan II.

Aujourd'hui, comme on pouvait le prévoir depuis longtemps car, quelle que soit son habileté, une clique à l'enracinement très minoritaire ne peut espérer diriger pour toujours un pays qui, par parenthèse, était l'un des plus modernes de la région, la guerre civile s'est étendue à tout le territoire de la Syrie et, après la chute plus ou moins programmée de Bachar el Assad, tout reste ouvert, y compris le pire, ce qui pourrait faire, au moins momentanément, l'affaire des extrémistes israéliens.

LA DIMENSION ISLAMISTE DE LA SÉCURITÉ COLLECTIVE

C'est un thème nouveau, largement illustré par les événements de l'année 2012, en particulier si on veut bien déborder de quelques jours l'année civile pour intégrer dans l'analyse l'intervention française au Mali, commencée le 11 janvier 2013. Le terrorisme n'est plus un phénomène contre lequel on peut lutter par les moyens d'une police spécialisée, comme on avait d'abord pu le croire. Certes, ce nouvel « ennemi du genre humain » n'est en rien comparable aux états-majors classiques et il risque de ne jamais y avoir de victoire complète, encore moins de reddition spectaculaire à la façon des guerres mondiales du XX^e siècle. Al Qaïda est multiforme et a su utilisé à son profit les technologies de la communication les plus modernes. Les affiliations ne sont pas vraiment contrôlées et la seule chose qui compte est la détermination dans la lutte contre « les nouveaux croisés », dont les attentats-suicides constituent un signe incomparable, y compris parce qu'ils sont, dans leur provocation extrême, indiscutablement contraires à la lettre coranique et à ce titre doublement exemplaires pour des fanatiques.

Ces derniers eurent des prédécesseurs dans l'histoire humaine, de Savonarole à Florence, encourageant Botticelli à jeter ses toiles dans le

bûcher de l'autodafé, à Abd el Mounir qui, s'emparant de Marrakech, commence par « purifier » la ville, en jetant à bas les monuments du passé, et dont les chroniqueurs nous disent que ses combattants, « *le visage émacié, nourris de passion, mettent de proche en proche les douars en feu contre des sultans dont la discipline et l'ascétisme s'étaient relâchés* ». Surgissant dans l'univers de la mondialisation, nos terroristes d'aujourd'hui estiment réaliste leur objectif fondamental de soumettre la terre entière à leur propre interprétation de l'Islam.

C'est tout un mode de vie dont ils sont porteurs et dont Yasmina Khadra a su restituer le cadre mortifère dans son roman situé dans l'Afghanistan des Talibans, *Les Hirondelles de Kaboul*. Ce qui reste de vie sociale est tout entier tourné vers la mort, notamment les grandes cérémonies publiques d'exécution, en particulier des lapidations auxquelles la population finit par prendre part dans un sorte d'instinct misogyne. Purifier, détruire, tels sont les mots d'ordre de jeunes combattants, au demeurant constamment exposés à la mort et épris de leur propre esprit de sacrifice. Tel est le visage du nouvel adversaire de la paix entre les Nations, ce que nous appelons depuis 1922 la sécurité collective. « *Vous aimez la vie, nous, nous aimons la mort* », a écrit Ben Laden à George W. Bush.

J'ai eu la chance de suivre à la fin de 2012 un colloque assez rare en son genre sur « l'insécurité en Guinée et dans l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest ». Organisé à Conakry par l'Université Kofi Annan, il permit de prendre la mesure de l'inflexibilité des Africains présents, notamment beaucoup de ministres du gouvernement de Guinée, dans la défense d'un certain ordre républicain : ni au Mali, ni ailleurs, la laïcité n'est négociable, nous ferons tout pour empêcher des Etats islamistes de naître en Afrique. Le colloque permit toutefois à des étudiants, frais émoulus des universités libyennes, de présenter le projet islamiste.

Selon eux, devant la menace que constituerait l'arrivée en Afrique de nombreux combattants venant de tous les pays musulmans, notamment des « Afghans » – on appelle ainsi tous ceux qui ont combattu en Afghanistan –, une seule solution était possible : créer un Etat islamiste, sinon dans toute la région du nord du Mali, en tout cas à Kidal. C'est donc dans cette circonscription de 260 000 km² – où est mort après une longue et douloureuse captivité Modibo Keita, le fondateur du Mali –, peuplée seulement de 70 000 habitants, que serait engagé un processus évolutif, car les intentions de nos étudiants libyens, au demeurant fort élégants, ne faisaient pas de doute : la création d'un premier Etat islamiste en Afrique allait faire tache d'huile et « contaminerait » progressivement les autres régions du nord du Mali, avant de rejoindre les groupes terroristes du Nigeria ou les rebelles musulmans de Centrafrique.

Il n'y a pas de frontières pour nos islamistes. Ils opèrent actuellement à travers des territoires semi-désertiques, de la Mauritanie au Niger, d'autant plus aisément qu'aucun contrôle précis ne peut s'exercer sur eux de la part des Etats locaux, qui disposent au mieux de gendarmeries nationales. Dans

les faits, c'est à travers un ensemble allant de Casablanca à l'extrémité de l'Indonésie, le plus grand pays musulman à ce jour, que devront être mis en œuvre les moyens dont peut disposer le Conseil de sécurité pour maintenir la paix. C'est un cas de figure inédit, mais réel, que doivent impérativement prendre en considération les grandes puissances, d'autant que l'objectif des ennemis est de soumettre à terme l'ensemble du monde à un système qui ramènerait l'humanité à un stade de son développement antérieur aux civilisations que nous connaissons aujourd'hui. A cet égard, l'Algérie en a fait l'expérience, à un certain degré d'engagement, la négociation n'est guère envisageable avec des groupes dont les ambitions sont en quelque sorte métapolitiques et qui ne sont tentés par des concessions que dans un esprit de feinte.

L'IMPROBABLE TROISIÈME GUERRE MONDIALE

Jamais en retard d'une prophétie, c'est la crainte exprimée par Jacques Attali, à l'aube de ce XXI^e siècle. Songeant avant tout à l'Extrême-Orient, aux tensions entre la Chine, le Japon, ainsi que d'autres Etats maritimes de la région, l'éditorialiste ne craint pas d'alerter le reste du monde. Convaincu que le pire n'est jamais sûr, comme le rappelait Paul Claudel introduisant *Le Soulier de satin*, nous ne partageons guère cette prévision. Certes, les conflits relatifs aux îles de la mer de Chine sont à prendre au sérieux et concernent d'ailleurs plusieurs Etats riverains, notamment le Vietnam, dont on assiste aujourd'hui, en face des menaces chinoises, à un incroyable rapprochement avec les Etats-Unis, mais on ne voit pas les raisons pour lesquelles la dissuasion nucléaire qui a joué naguère en Occident n'aurait pas ici les mêmes effets et on n'imagine pas l'Amérique abandonner son protégé nippon, auquel elle a donné, après 1945, une nouvelle naissance.

Il n'est d'ailleurs pas certain, loin de là, que ce soit un objectif poursuivi par la Chine. L'Empire du milieu, ayant retrouvé sa place dans l'équilibre mondial, aspire dans l'immédiat à une hégémonie régionale qui, incontestablement lui revient, le Japon ne s'exprimant jamais que dans un repli sur lui-même qui est la marque d'une civilisation insulaire, toujours passionnée par autrui, mais toujours ramenée à elle-même par ses expériences antérieures et qui n'est peut-être pas sans rapport avec la civilisation britannique.

On ne l'a vu jamais plus clairement qu'en cette année 2012 : la Chine, encore impénétrable, est une des clefs de l'avenir du monde. Sa présence à l'étranger est un des grands événements du nouveau siècle, mais si elle a commencé quelques années auparavant, nous avons eu l'occasion de le mesurer sur place, c'est en premier lieu en Afrique qu'on peut l'observer. Difficile de trancher sur ses ambitions : préservée de l'*hubris* colonial par ses expériences propres, la Chine est avant tout discrète ; investie dans les faits d'une responsabilité majeure, elle est partie prenante, pratiquement dans chaque Etat africain.

On peut avoir le sentiment que, forte de son efficacité et de ses capitaux disponibles, elle a choisi de se rendre indispensable sur un continent riche de toutes les ressources dont elle sait qu'elle aura besoin, en ce qui concerne les matières premières, notamment minières, aussi bien que dans le domaine agricole. La vision de l'avenir est ici celle d'une symbiose fort étroite entre deux continents, l'Afrique et la Chine, amorce d'une nouvelle géopolitique pour le siècle qui commence.

Le destin de la Chine se joue aussi et en premier lieu dans son for intérieur. Les analyses n'ont pas manqué sur les dilemmes de la politique intérieure chinoise en cette année 2012, qui a vu se renouveler la direction collective du Parti et du pays selon un scénario désormais immuable, avec l'arrivée à la tête de la direction collective du nouveau grand dirigeant Xi Jinping, dont la biographie est presque parfaite : fils d'un compagnon d'armes de Mao, persécuté pendant la Révolution culturelle, il appartient à une famille qui s'est depuis lors enrichie à millions de dollars. Sa réputation semble être celle d'un réaliste tenté par une politique d'ouverture prudente.

Bien des signes vont dans ce sens : la Chine est devenue une sorte de laboratoire, où l'édification très lente d'un certain Etat de droit, fortement désirée par une opinion publique mobilisée avant tout grâce à Internet, aura précédé la construction d'un système démocratique. Engagée dans la mise en place d'un vaste marché « Pacifique », avec les pays de l'ASEAN, le Japon, la Corée du Sud, les Etats-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, elle ne semble guère tentée par des aventures guerrières.

L'une des leçons de 2012 sera néanmoins de retenir qu'en matière de relations internationales rien n'est vraiment prévisible, tant les facteurs de l'évolution sont nombreux qui, tous, se rattachent aux intérêts fondamentaux des Etats, tels du moins qu'ils les conçoivent. Qui aurait naguère encore imaginé que l'Algérie donnerait son accord à l'armée française pour survoler son espace aérien en vue d'aller bombarder des positions situées plus au Sud ?

